



## PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Préfecture de la Loire-Atlantique  
Direction de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau des procédures environnementales et foncières

Arrêté n° 2017/ICPE/120

portant substitution de la société GOSS INTERNATIONAL FRANCE par la société ALTEAD  
KOUFRA pour la réhabilitation du site 20 rue de Koufra à Nantes

**LA PRÉFÈTE DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE**  
**PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses articles L.511-1, L.512-21 et R.512-76 et suivants ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1998 autorisant la société GOSS SYSTEMES GRAPHIQUES NANTES à exploiter un atelier de reproduction graphique sur tout support situé à Nantes, 20 rue de Koufra ;

**VU** le courrier du 23 mars 2012 par lequel la société GOSS INTERNATIONAL FRANCE (anciennement GOSS SYSTEMES GRAPHIQUES et ROCKWELL SYSTEMES GRAPHIQUES) notifie en application de l'article R512-39-1 du code de l'environnement qu'elle cesse ses activités relevant de la nomenclature des ICPE sur son site de Nantes, 20 rue de Koufra ;

**VU** le courrier du 26 juin 2013 de la communauté urbaine de Nantes Métropole faisant savoir à la société GOSS INTERNATIONAL FRANCE que la vocation économique de ce secteur va être maintenue dans les modifications du PLU en cours ;

**VU** la demande du 9 novembre 2016 de la société ALTEAD KOUFRA de se substituer en application des articles R.512-76 et suivants du code de l'environnement à la société GOSS INTERNATIONAL FRANCE pour la réhabilitation du site de Nantes, 20 rue de Koufra ;

**VU** l'accord délivré en application du I de l'article R.512-76 du code de l'environnement à la société ALTEAD KOUFRA le 19 octobre 2016 et complété le 30 mars 2017 par Maître Denis HAZANE, mandataire judiciaire agissant en qualité de liquidateur judiciaire de la société GOSS INTERNATIONAL FRANCE, pour engager une procédure de tiers demandeur pour réhabiliter l'ancien site 20, rue de Koufra à Nantes pour un usage d'activités et selon les modalités du dossier établi par ALTEAD KOUFRA en application du I de l'article R.512-78 du code de l'environnement complété à la suite du rapport de l'inspection des installations classées du 25 janvier 2017 ;

6 QUAI CEINERAY – BP 33515 – 44035 NANTES CEDEX 1  
TELEPHONE 02.40.41.20.20 – COURRIEL : [prefecture@loire-atlantique.gouv.fr](mailto:prefecture@loire-atlantique.gouv.fr)  
SITE INTERNET : [www.loire-atlantique.gouv.fr](http://www.loire-atlantique.gouv.fr)  
Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi – de 9H00 à 16H15

**VU** le rapport de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur principal des installations classées en date du 25 janvier 2017 ;

**VU** le rapport de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur principal des installations classées en date du 12 avril 2017 ;

**VU** le projet d'arrêté transmis à Maître Denis HAZANE, mandataire judiciaire agissant en qualité de liquidateur judiciaire de la société GOSS INTERNATIONAL FRANCE en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

**CONSIDERANT** que la réhabilitation du site de GOSS INTERNATIONAL FRANCE à Nantes, 20 rue de Koufra, pour un usage d'activités avait été proposée par l'exploitant lors de sa notification de cessation d'activité par courrier du 23 mars 2012 ;

**CONSIDERANT** que par courrier du 26 juin 2013, la communauté urbaine de Nantes Métropole a fait savoir à la société GOSS INTERNATIONAL FRANCE que la vocation économique de ce secteur va être maintenue dans les modifications du PLU en cours au moment de la réponse à la demande d'avis de GOSS sur l'usage futur du site ;

**CONSIDERANT** qu'il convient donc de retenir un usage d'activités pour la réhabilitation du site anciennement exploité par GOSS INTERNATIONAL FRANCE à Nantes, 20 rue de Koufra ;

**CONSIDERANT** qu'entre 1996 et 2015, plusieurs études ont été menées sur le site dans le but de caractériser l'état des milieux et que ces études ont mis en évidence diverses contaminations des sols et des eaux souterraines au droit du site ;

**CONSIDERANT** que les investigations complémentaires faites en 2016 sur les milieux sols, eaux souterraines et gaz des sols complètent la connaissance de l'état environnemental du site et confirment l'existence de diverses contaminations au droit du site ;

**CONSIDERANT** que la demande du 9 novembre 2016 de la société ALTEAD KOUFRA propose eu égard à l'existence de ces contaminations les mesures de gestion à mettre en œuvre pour assurer la compatibilité entre l'état du site et l'usage futur ;

**CONSIDERANT** que ces mesures portent tant sur la réalisation de travaux, la surveillance des milieux à exercer ou les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol ;

**CONSIDERANT** que les mesures de gestion proposées par la société ALTEAD KOUFRA permettent sur la base des hypothèses effectuées de démontrer la compatibilité entre l'état du site et l'usage futur déterminé ;

**CONSIDERANT** que le dossier déposé par ALTEAD KOUFRA par courrier du 9 novembre 2016 et complété par courrier du 30 mars 2017 et courriel du 3 avril 2017 comprend les éléments mentionnés au I de l'article R.512-78 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'au terme du III de l'article R.512-78 du code de l'environnement, il convient que le préfet statue favorablement à la demande de substitution de GOSS INTERNATIONAL FRANCE par ALTEAD KOUFRA pour la réhabilitation du site de Nantes, 20 rue de Koufra, pour un usage d'activités ;

**CONSIDERANT** qu'au terme du III de l'article R.512-78 du code de l'environnement, il convient que le préfet définisse les travaux à réaliser, les délais de mise en œuvre et le montant et la durée des garanties financières prévues au V de l'article L.512-21 du code de l'environnement ;

## ARRÊTE

### Article 1 - Accord sur la substitution

Il est donné accord à la substitution :

- de l'exploitant GOSS INTERNATIONAL FRANCE représentée par Maître Denis HAZANE, mandataire judiciaire agissant en qualité de liquidateur judiciaire,
- par la société ALTEAD KOUFRA, représentée par Monsieur Jean-Baptiste FEDIDE, Directeur Général, dont le siège social est localisé 7, rue du Château de Bel Air à Carquefou, ci-après dénommée Tiers demandeur,

pour la réhabilitation pour un usage de type activités industrielles du site industriel localisé à Nantes, 20 rue de Koufra et repéré selon le plan en annexe 1 du présent arrêté.

Les zones repérées T et U sur le plan en annexe 1 et relatives au terrain de sport (parcelle cadastrale RT 537) ne font pas partie du périmètre ICPE dédié à un usage industriel. Un usage de type récréatif est maintenu sur ces zones.

### Article 2 - Plan de gestion

#### Article 2.1 - Objectif général de réhabilitation

Le tiers demandeur met en œuvre toutes les mesures de gestion nécessaires pour assurer la compatibilité entre l'état des sols et des eaux souterraines et le ou les usages futurs déterminés.

Toutes dispositions sont prises pour que la pollution constatée ne puisse porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

#### Article 2.2 - Travaux à réaliser

Il est pris acte du plan de gestion référencé SOCOTEC n° E14Q5/16/254 du 31 mai 2016 complété par la note référencée SOCOTEC n° E14Q5/16/743 du 27 octobre 2016, le courrier ALTEAD KOUFRA du 10 février 2017 et le courriel du 3 avril 2017.

Le tiers demandeur met en œuvre les travaux de réhabilitation définis dans ce plan de gestion. Avant d'engager les travaux prévus, ceux-ci sont précédés des actions techniquement et économiquement accessibles visant à d'abord extraire les pollutions concentrées généralement circonscrites.

Les travaux de réhabilitation sont conduits conformément aux règles de l'art et aux préconisations de la norme AFNOR NFX 31-620 relative aux prestations de service relatives aux sites pollués et aux exigences requises dans le domaine d'exécution des travaux de réhabilitation.

Si, lors des travaux, des pollutions suspectes, non identifiées dans les différents diagnostics réalisés préalablement aux travaux, sont mises en évidence, l'exploitant met en place les dispositions nécessaires pour prévenir les impacts environnementaux et informera immédiatement le préfet conformément à l'article 2.4 du présent arrêté.

#### Article 2.3 - Délai dans lequel les travaux doivent être mis en œuvre

Les travaux sont effectués en une tranche selon le planning prévisionnel proposé dans la note complémentaire référencée SOCOTEC n° E14Q5/16/743 du 27 octobre 2016

En tout état de cause, l'ensemble des travaux prévus est réalisé dans un délai maximal d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté.

## Article 2.4 - Modification du projet ou du délai

En cas de modification du projet ou en cas de découverte d'éléments nouveaux relatifs à la pollution conduisant à une modification des travaux de réhabilitation initialement prescrits, le tiers demandeur informe le préfet.

Dans le cas où la durée des travaux risque d'excéder la durée fixée à l'article 2.3, le tiers demandeur prend les mesures nécessaires pour étendre ses garanties financières. Il informe le préfet et lui adresse l'attestation prévue au septième alinéa du I de l'article R.512-80 au moins trois mois avant l'échéance des garanties financières initiales.

## Article 2.5 - Fin des travaux

Lorsque les travaux prescrits sont réalisés, le tiers demandeur en informe le préfet. Un mémoire de fin de travaux est adressé dans un délai de 3 mois suivant la fin des travaux au préfet. Ce mémoire démontre l'atteinte des objectifs de réhabilitation fixés dans le plan de gestion.

## Article 3 - Prescriptions à respecter pendant les travaux

### Article 3.1 - Clôture et gardiennage

Le site est clos pendant toute la durée des travaux prévus.

### Article 3.2 - Conduite et réalisation des travaux

Les dispositions nécessaires sont prises pour la conduite et la réalisation des travaux de façon à prévenir sinon limiter les risques de pollution de l'air, des eaux ou des sols, et les nuisances par le bruit et les vibrations.

### Article 3.3 - Accident ou incident et constat d'anomalie

En cas d'incident ou d'accident susceptible de portés atteintes aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, et lors de tout constat, contrôle ou résultat d'analyse révélant une dégradation ou un impact négatif sur les milieux environnants ou présentant un risque pour la santé humaine, le tiers demandeur informe sans délai l'inspection des installations classées et expose simultanément les mesures retenues et engagées pour supprimer les risques, éviter tout nouvel incident, rétablir la qualité des milieux et, si nécessaire, renforcer la surveillance.

### Article 3.4 - Gestion et évacuation des déchets

L'entreposage des déchets sur le site, y compris les matériaux excavés, doit s'effectuer dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Tous les déchets générés dans le cadre des travaux de réhabilitation sont éliminés dans des filières dûment autorisées. Les bordereaux d'élimination complétés par le transporteur et le destinataire autorisé sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

## Article 4 - Surveillance environnementale

### Article 4.1 - Surveillance des eaux souterraines

À l'issue des travaux de réhabilitation, le tiers demandeur assure un suivi de la qualité des eaux souterraines sur les 5 ouvrages existants au droit du site pendant quatre ans à une fréquence semestrielle.

Deux fois par an, en hautes eaux et à l'étiage, les niveaux piézométriques sont relevés et des prélèvements sont effectués dans la nappe. Toutes précautions sont prises pour assurer la représentativité des prélèvements et éviter les contaminations croisées.

L'eau prélevée fait l'objet d'analyses qualitatives et quantitatives.

Les prélèvements sont exécutés selon la procédure AFNOR FD-X-31-615 par un organisme compétent et les analyses sont faites par un laboratoire agréé. L'arrêté ministériel du 7 juin 2009 prévoit les méthodes de référence à utiliser. Cependant, sauf dispositions contraires des arrêtés ministériels applicables, d'autres méthodes peuvent être utilisées dans la mesure où les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes normalisées.

Les analyses des substances suivantes sont a minima réalisées sur chaque prélèvement : pH ; HCT ; BTEX ; COHV ; ETM.

#### Article 4.2 - Surveillance des gaz de l'air

À l'issue des travaux de réhabilitation, le tiers demandeur assure un suivi de la qualité des gaz de l'air sur les 5 ouvrages existants au droit du site pendant quatre ans à une fréquence annuelle.

Les analyses des substances suivantes sont a minima réalisées sur chaque prélèvement : HCT C10-C40 ; HCT C5-C10 ; COHV ; BTEX.

#### Article 4.3 - Transmission des résultats et bilan

Chaque année, le tiers demandeur examine les résultats de la surveillance environnementale et commente les évolutions observées. Notamment il confirme les données de l'analyse des risques sanitaires jointes au plan de gestion visé à l'article 2.2 ou il l'actualise. Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l'inspection des installations classées annuellement.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré, les analyses périodiques effectuées conformément aux programmes de surveillance susvisés sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines ou des gaz de l'air est observée, le tiers demandeur en informe sans délai le préfet et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.

Le tiers demandeur adresse, à une échéance déterminée par le préfet, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

À l'issue des quatre années de suivi, le tiers demandeur produit un bilan qualitatif et quantitatif de la surveillance environnementale exercée. Il confirme dans ce bilan l'atteinte des objectifs de réhabilitation fixés dans le plan de gestion. Il propose les suites à donner et statue sur la poursuite ou l'abandon de cette surveillance environnementale.

L'inspection des installations classées pourra être amenée à proposer la poursuite de la surveillance ou la réalisation des actions rendues nécessaires pour la correction des anomalies constatées.

#### Article 5 - Garanties financières

Le tiers demandeur doit disposer de capacités techniques suffisantes et de garanties financières couvrant la réalisation des travaux de réhabilitation définis dans le plan de gestion visé à l'article 2.2 du présent arrêté pour assurer la compatibilité entre l'état des sols et l'usage défini.

Le montant des garanties financières est fixée à :

- 198 000 € TTC durant la phase des travaux jusqu'à la transmission du mémoire de fin de travaux prévu à l'article 2.5 du présent arrêté démontrant l'atteinte des objectifs de réhabilitation fixés dans le plan de gestion ;
- puis à 31 000 € TTC durant la phase de surveillance (base TVA = 20%) jusqu'à la transmission du bilan quadriennal confirmant l'atteinte des objectifs de réhabilitation fixés dans le plan de gestion.

Les garanties financières sont constituées dans les formes prévues à l'article R.512-80 du code de l'environnement.

Toute modification substantielle des mesures prévues dans le mémoire de réhabilitation rendant nécessaires des travaux de réhabilitation supplémentaires pour assurer la compatibilité entre l'état des sols et le nouvel usage envisagé peut faire l'objet d'une réévaluation du montant des garanties financières.

Suite à la transmission du mémoire de fin de travaux prévu à l'article 2.5 puis du bilan quadriennal prévu à l'article 4.3, l'inspecteur de l'environnement constate par procès-verbal la réalisation des travaux et la fin de la surveillance. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire au tiers demandeur, au dernier exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Ce procès-verbal a pour seul effet de permettre la modification du montant des garanties financières à l'issue des travaux et leur levée à la fin de la période de surveillance environnementale.

#### **Article 6 - Transmission complémentaire**

Le tiers demandeur adresse au Préfet dans un délai d'un mois l'attestation de la maîtrise foncière du terrain, ou l'autorisation du propriétaire de réaliser les travaux prescrits, et l'attestation de constitution des garanties financières.

#### **Article 7 - Restrictions d'usage et maintien de la mémoire**

Dans un délai de trois mois à réception du procès verbal de fin de travaux de réhabilitation, le tiers demandeur réalise un dossier en vue de l'établissement de servitudes d'utilité publique (SUP) telles que prévues aux articles L.515-8 à L.515-12 du code de l'environnement.

#### **Article 8 - Contrôles et analyses par l'inspection des installations classées**

L'inspection des installations peut demander à tout moment que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant des prestataires en charge des opérations de dépollution, dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté, et notamment les niveaux de pollution résiduels.

Les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par le tiers demandeur.

Elle peut demander en cas de nécessité la mise en place au frais du tiers demandeur d'appareil pour le contrôle des rejets aqueux ou émissions atmosphériques de polluants, des concentrations des matières polluantes dans l'environnement, ou des niveaux de bruit ou vibrations.

#### **Article 9 - Frais**

Tous les frais occasionnés par les études, travaux, contrôles et analyses menés en application du présent arrêté sont à la charge du tiers demandeur.

#### **Article 10 - Autres dispositions**

## Article 10.1 - Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées au Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## Article 10.2 - Mesures de publicité

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Nantes et peut y être consultée ;

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Nantes pendant une durée minimum d'un mois, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Nantes ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale d'un mois ;

L'information des tiers s'effectue dans le respect de tout secret protégé par la loi.

## Article 10.3 - Diffusion

Cet arrêté est notifié au tiers demandeur (société ALTEAD KOUFRA), au dernier exploitant (Société GOSS INTERNATIONAL FRANCE représentée par Maître Denis HAZANE), à la maire de Nantes ou à la présidente de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

## Article 10.4 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, le Maire de Nantes et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le **24 MAI 2017**

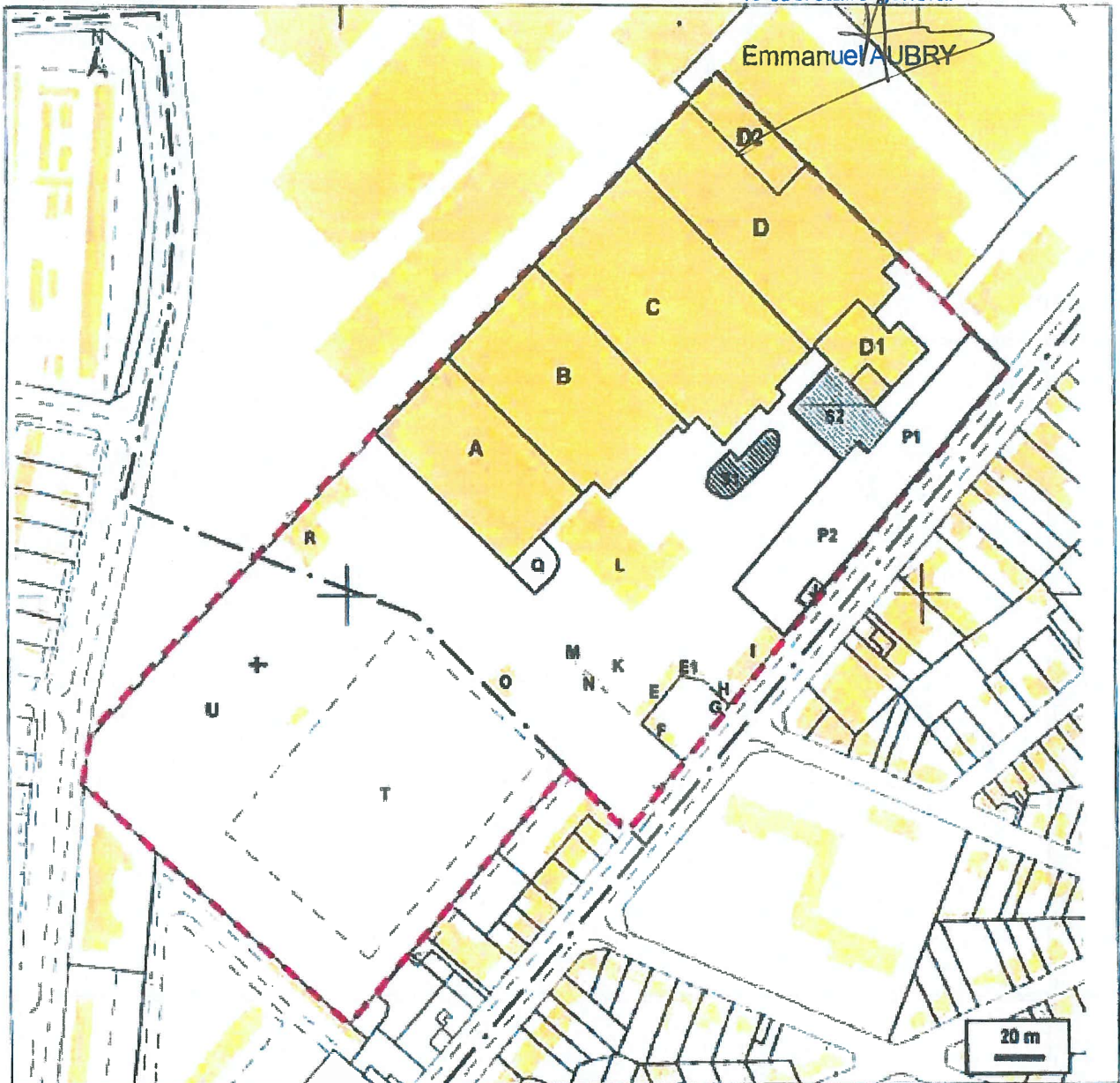
**LA PRÉFÈTE,**

Pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Emmanuel AUBRY



Tableau 1 : Plan du site (2016)



Légende

A & B: Nefs accueillant les activités de l'entreprise NGV (ateliers avec des cabines à peintures, centrale à air comprimé, stockages divers de matériaux) ;  
C: Nef anciennement occupée par l'entreprise SITIA, aujourd'hui inoccupée, de nombreux déchets (bois, palettes, bidons vides et divers objets) sont présents ;  
D: Nef occupée par l'entreprise AlléAd ;  
D1: Extension récente, hall d'expédition de l'entreprise AlléAd et bureaux administratifs ;  
D2: Ancien local archives, aujourd'hui inutilisé de nombreux papiers sont encore présents ;  
E: (R+1) Bâtiment désaffecté, local chaufferie ;  
E1: Stockages divers (lits et matériaux inertes) ;  
F: (R+1) Sanitaires et vestiaires associés au terrain de football des Batignolles (T) ;  
G: Poste de gaz ;  
H: Utilités d'arrivée d'eaux ;  
I: Poste transformateur, magasins de peinture, de solvants et d'huiles et atelier de réparation mécanique ;

J: Poste de relevage des eaux usées ;  
K: Hangar pour deux roues ;  
L: Bureaux administratifs non occupés ;  
M: Local informatique ;  
N: Poste de garde ;  
O: Ancien bâtiment administratif accueillant des bureaux et l'infirmerie  
P1: Ancien parc à matière ;  
P2: Zone de stockage de déchet (maisons préfabriquées en bois résultant de l'activité de Tangram sur site) ;  
Q: Zone accueillant les anciennes cuves enterrées de FOD neutralisées (30 et 40 m³) ;  
R: Bureaux désaffectés (service formation) et local chaufferie ;  
S1: Zone de stationnement pour les employés d'AlléAd ;  
S2: Zone de chargement de la société AlléAd ;  
T: Terrain de football des Batignolles ;  
U: Terrain nu enherbé, présence d'une antenne au centre de la zone (+).